

utilisation des arts pour le plaidoyer et la guérison

IL EST RECONNU DE LONGUE date que les arts peuvent mettre en évidence les blessures causées par les conflits, calmer les esprits tourmentés et enseigner des leçons sur la guerre et la paix. Les enfants des camps de réfugiés dessinent des bonshommes armés de fusils et des maisons en feu. Dans des pays aussi différents que l'Ouganda et l'Afghanistan, des troupes de théâtre, amateurs ou professionnelles, offrent à leurs publics des occasions de rire ou de pleurer, ou de dire tout simplement : Oui, c'est bien ainsi qu'étaient les choses, ou qu'elles le sont. De jeunes Sri Lankais se sont tournés vers la fiction pour explorer l'époque de la guerre civile avec ses violences et un tsunami de proportions épiques. Les Cambodgiens des camps de réfugiés d'il y a une génération ont maintenu en vie la danse khmère traditionnelle, lien précieux qui les reliait au patrimoine de leur pays en ruines. De nos jours, en tous lieux ou presque, la création artistique sous ses multiples formes permet de riposter aux événements tragiques de par le monde.

les cinéastes

En Bosnie-Herzégovine, plus d'une décennie s'était écoulée sans qu'il ait été accordé de réparation aux victimes des viols dans la violente guerre ethnique qui a marqué l'éclatement de la Yougoslavie. Puis en 2006, est paru un film hardi pré-

sentant l'existence d'une femme victime des abus et de sa fille et exposant leurs souffrances, œuvre dont l'impact émotionnel sur le public fut tel qu'il galvanisa l'opinion et aboutit à l'adoption d'une nouvelle loi accordant les réparations si longtemps refusées. Le film, *Grbavica*, intitulé en version française « *Sarajevo, mon amour* », a été écrit et dirigé par Jasmila Žbanić, jeune diplômée de l'Académie d'arts dramatiques de Bosnie. Grbavica, le quartier de Sarajevo qui a donné son nom à l'œuvre, est aujourd'hui un quartier bourgeois en vogue, situé en bordure extérieure de la ville. Pendant la guerre de Bosnie, le quartier avait été pris par les troupes serbes ethniques, les « Tchetniks » comme les appelait la population, qui y avaient établi des camps d'internement ou des centres improvisés où les femmes étaient soumises à des violences sexuelles. Les principaux personnages du film sont tourmentés par l'héritage de cette époque.

Jasmila Žbanić était adolescente au début de la guerre. « J'étais contente parce que mon examen de math avait été annulé », écrit-elle sur un site Web consacré au film. « Ce qui m'intéressait le plus, dans mon adolescence, dit-elle, c'était la sexualité, ou plutôt de parler de la sexualité, de rêver de la sexualité comme la plus haute manifestation de l'amour. Mais en 1992, tout a changé et j'ai réalisé que je vivais durant un conflit dans lequel la sexualité était utilisée comme une stratégie de guerre pour humilier les femmes et causer

ainsi la destruction de tout un groupe ethnique ! 20 000 femmes ont été systématiquement violées en Bosnie-Herzégovine pendant la guerre. J'habitais à 100 mètres de la ligne de front et c'est de cette forme de combat que j'avais le plus peur. » Le viol et ses conséquences étaient devenus pour elle une obsession, note-t-elle. « Quand j'ai donné naissance à mon enfant, qui était le fruit de l'amour, la maternité, cela a déclenché en moi toute une série d'émotions qui m'ont touchée, heurtée au plus haut point, a-t-elle écrit. Et je me suis demandé quelles pouvaient être les dimensions émotionnelles que cela pouvait avoir pour une femme dont l'enfant avait été conçu dans la haine. C'est à ce moment-là que j'ai su ce que je voulais de *Grbavica*. »

Dans *Grbavica*, Jasmila Žbanić raconte l'histoire d'une mère, Esma, qui a été violée à de multiples reprises par des soldats serbes ethniques, et de sa fille adolescente, Sara, qui ne sait pas qu'elle est l'enfant d'un viol de guerre et que son père est l'un de multiples violeurs. La vie d'écolière de Sara se trouve bouleversée lorsqu'on lui demande, pour participer à une excursion organisée par son école, de produire un document prouvant que son père était un martyr bosniaque musulman, un « chahid », tué pendant la guerre. Telle était en effet l'histoire que sa mère lui avait racontée. Arrive alors ce moment terrible où Esma doit avouer la vérité à sa fille. Cette femme travailleuse, traumatisée par son passé, ayant sa-



crifié tout ce qu'elle a dans la vie pour son enfant, se trouve à présent contrainte de se rappeler l'horreur de son internement et d'admettre à sa fille la réalité qu'elle exprime en un cri brutal et déchirant : « Tu es la bâtarde d'un tchetnik ! » Sara réagit violemment envers sa mère. Ce sont maintenant deux générations de Bosniaques qui sont victimes de la guerre.

Grbavica a suscité des réactions et trouvé des échos douloureux chez les Bosniaques ethniques ainsi que chez les Serbes et les Croates qui ont été, eux aussi, victimes de la guerre. Bien que par le biais de la fiction, le film reflète les réalités de l'existence de femmes, aujourd'hui d'âge moyen, qui ont choisi ou qui ont été forcées de porter un enfant issu d'une agression sexuelle commise par leurs capteurs serbes ethniques, lesquels visaient à humilier la communauté bosniaque par le viol et la miscégenation. Une société bosniaque conservatrice a en outre, par son attitude implacable, aggravé encore la souffrance des victimes, enceintes ou non, auxquelles elles ont inspiré des sentiments de culpabilité et dont beaucoup, une fois leur calvaire terminé, ont été chassées de leur foyer ou abandonnées par leur mari et leurs parents. Les enfants que ces victimes ont mis au monde, dont on ignore le nombre, sont aujourd'hui des adolescents qui, tôt ou tard, exigent de connaître la vérité et de savoir qui ils sont, ne se contentant plus de réponses évasives ou de mensonges.

Jasna Zečević, directrice du Centre de soins et de réadaptation de Vive Žene, situé à Tuzla dans le nord-est de la Bosnie, rappelle les efforts qu'elle et d'autres militantes ont déployés en faveur de l'octroi d'une aide et de dommages-intérêts aux victimes civiles de la guerre, demandes accueillies par une apathie des pouvoirs publics et jugées « ennuyeuses » jusqu'en 2006. Les anciens combattants touchaient des pensions, mais pas les femmes traumatisées par leur passage dans les « camps de viol », dont la situation tragique a joué un grand rôle dans la décision de faire des abus sexuels un crime de guerre devant le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie institué en 1996.

« En 2006, il était très clair qu'en tant que société, nous devons assurer aux victimes cette réadaptation, cette justice, a déclaré Mme Zečević lors d'une interview accordée au centre. Mais elles n'avaient ni justice, ni réadaptation. » C'est grâce à *Sarajevo, mon amour* que la campagne a finalement décollé, a-t-elle ajouté, « parce que tous nos politiciens sont très sensibles à l'influence des médias, et ils nous ont soutenues. » Le viol en temps de guerre n'était soudain plus un sujet tabou comme il l'avait été pendant très longtemps. Le projet de loi a été présenté au Parlement, a-t-elle dit « et c'est à ce moment-là qu'ils l'ont adopté, en raison du film ».

En Ouganda, c'est un documentaire fascinant de 43 minutes, pas un film commercial, qui a exposé au grand jour un autre sujet laissé dans l'ombre depuis longtemps : les agressions sexuelles envers les hommes durant les conflits. La citation accompagnant le prix que cette œuvre a remporté

au Festival international du Kenya de 2009 précise que la distinction a été attribuée : « Pour le thème surprenant et cependant évident et pour l'aptitude à utiliser les témoins avec *discretion et respect, au sein d'une structure bien documentée.* »

Le documentaire intitulé *Gender Against Men [La sexualité contre les hommes]* a été produit par le Refugee Law Project [Projet sur le droit des réfugiés] de la Faculté de la droit de l'Université Makerere de Kampala, capitale de l'Ouganda. L'Ouganda a connu non seulement des violences internes, dont les plus terribles ont été infligées dans les villes et les villages du nord par un mouvement rebelle brutal ayant choisi pour nom celui d'Armée de résistance du Seigneur, mais aussi les répercussions et retombées de combats livrés dans d'autres zones de la région des Grands Lacs, et notamment des conflits qui perdurent dans la partie orientale de la République démocratique du Congo, d'où des groupes de population s'échappent pour venir se réfugier sur son territoire.

Chris Dolan, directeur du Refugee Law Project, a décrit le film lors d'une pré-projection ayant eu lieu à Kampala en 2008 comme « un film sur les hommes, la violence et l'incapacité de la société de reconnaître la vulnérabilité masculine en temps de conflit ou d'en tenir compte ». Il attendait de ce film qu'il soit provocateur, ce qu'il a été. Certaines organisations et de nombreuses personnes ont estimé, et considèrent toujours, qu'un film tel que celui-là détourne l'attention des souffrances des femmes ou semble laisser l'impression que la violence à l'égard des femmes est souvent le résultat de la marginalisation, de l'humiliation et de la non-reconnaissance dont les

hommes font l'objet durant les conflits et les catastrophes, qui n'ont alors d'autre recours que celui de la violence.

Chris Dolan s'attendait à ces réactions et a écrit à ce sujet : « Le film pose autant de questions qu'il apporte de réponses dans ses efforts d'examen honnête des stéréotypes de genre qui sous-tendent les approches classiques de la violence sexuelle et sexiste. Comment se fait-il qu'aux yeux de la communauté internationale ainsi que de nombreux décideurs nationaux, la violence sexuelle et sexiste reste une question féminine, malgré les preuves de plus en plus nombreuses du fait que les hommes sont aussi victimes de ce phénomène ? Qu'est-ce qui nous pousse à présenter les femmes comme de perpétuelles victimes et les hommes exclusivement comme des auteurs de violences ? Qui sont les bénéficiaires, s'il y en a, de l'invisibilité dans laquelle sont gardées les victimes masculines ? »

Le film a été mis en scène par David Neumann, du Refugee Law Project, qui avait obtenu divers appuis financiers, notamment de l'Agence suédoise de développement international, du ministère des Affaires étrangères de Norvège et du Fund for Global Rights and Christian Aid. Le personnel du projet, qui était responsable de tous les aspects de la production cinématographique, est parvenu à convaincre les hommes, qui manifestent presque partout de grandes réticences, à parler des abus et de l'humiliation qui leur avaient été infligés par des rebelles ainsi que par les troupes de plusieurs armées, y inclus de l'Ouganda.

Le projet pour les réfugiés offre des conseils psychologiques aux victimes et les conseillers ont

communiqué aux réalisateurs du film les importantes connaissances qu'ils avaient acquises lors du traitement des cas dont ils avaient été chargés. Les conseillers notent en particulier que 70 % des victimes femmes demandent de l'aide pour surmonter les traumatismes résultant des violences sexuelles, seuls 10 % des hommes le font. « Il faut davantage de temps aux hommes, et du courage, pour avouer ce qui leur est arrivé, dit dans le film un des conseillers. Ils vous racontent d'autres histoires, mais on sent vaguement qu'il y a autre chose qui se passe. »

Les hommes, en particulier parmi les Acholi du nord de l'Ouganda, ont souvent été attrapés au milieu d'une guerre vicieuse, soumis aux violences des soldats indisciplinés de l'Armée de résistance du Seigneur en raison de leur seule présence sur les lieux alors qu'ils s'efforçaient de conserver et de protéger leur maison, puis agressés sexuellement par les troupes visant à intimider les communautés et à éliminer tout appui potentiel en faveur des rebelles. En outre, pendant des années, nombre d'hommes acholi ont vécu dans des camps de personnes déplacées, ce qui dévalorise leur statut dans la société traditionnelle.

Gender Against Men présente des images provenant de camps et de villages, où des huttes de misère au-delà toute définition de la pauvreté et des abus d'une cruauté inimaginable pour les gens de l'extérieur font partie du triste tableau de la vie quotidienne. Un ancien dit avoir été sodomisé par des maraudeurs armés qui l'ont dépouillé de toutes ses possessions pendant qu'il se faisait violer, « jusqu'à ce que toutes mes poules et mes chèvres aient disparu ». Un réfugié raconte les agressions

sexuelles répétées qui a subies, mais en se rendant compte que les travailleurs humanitaires s'intéressent davantage à une attaque contre sa fille. « Les gens ne vous écoutent pas, dit-il. Les gens n'écoutent pas. » Le message émis par le film à l'intention des donateurs d'aide et des intervenants humanitaires des pouvoirs publics, des organisations internationales et des organismes caritatifs est clair : Arrêtez de ne penser qu'aux femmes; pensez aussi à nous.

Au Libéria, un puissant mouvement féminin en faveur de la paix a émergé des troubles politiques et des guerres civiles meurtrières qui ont déchiré le pays de 1980 à 2003, et le film *Pray the Devil Back to Hell* [*Priez pour renvoyer le diable en enfer*] est devenu une célébration de la réussite improbable du mouvement ainsi qu'un véhicule de transmission aux générations montantes des enseignements inspirants et durables de cette réussite. Ce film de 2008, qui a remporté le prix du jury du Festival du film de Tribeca à New York en tant que meilleur documentaire de l'année, a été produit par Abigail Disney et mis en scène par Gini Reticker, toutes deux américaines, mais ses voix et ses images sont purement libériennes.

Grâce au film, le monde a fait la connaissance de Leymah Gbowee, l'une des dirigeantes du Liberian Women in Peacebuilding Network. Son courage, sa créativité stratégique, sa collégialité à l'égard des gens animés des mêmes idées et son extraordinaire talent naturel d'oratrice capable de galvaniser les foules ont exercé une influence majeure et ont contribué à forcer le gouvernement du président Charles Taylor à négocier avec les chefs de guerre qui s'attaquaient à la capitale du

pays avec une extraordinaire brutalité. L'objectif des rebelles n'était pas d'instaurer une bonne gouvernance mais de s'emparer du pouvoir et de s'accaparer ce qui restait du butin dans un pays ruiné. Les conflits avaient déplacé un Libérien sur trois et détruit d'innombrables logements et entreprises. Leymah Gbowee, qui se décrit comme une mère célibataire sans haute position sociale et qui ne paraissait guère destinée à faire figure de leader, a été poussée à l'action par la souffrance et la terreur dont elle était témoin autour d'elle.

En 2002, avec d'autres femmes partageant ses convictions, elle a organisé une réunion à l'église luthérienne Saint-Pierre, l'un des hauts-lieux de Monrovia, pour recueillir des appuis en faveur de leur cause. Dans l'assistance, était présente une musulmane influente, Asatu Bah Kenneth, directrice adjointe de la Police nationale libérienne. Celle-ci a non seulement apporté des appuis de musulmans, mais elle a également été les yeux et les oreilles du mouvement au sein des forces de sécurité tandis que les femmes descendaient dans la rue pour exiger le retour de la paix.

Pray the Devil Back to Hell présente l'histoire dramatique autant qu'héroïque de centaines puis de milliers de femmes, dont des vendeuses de marché, chevilles ouvrières de l'économie informelle dans toute l'Afrique de l'Ouest, qui ont changé le cours de l'histoire du Libéria. Habillées des tee-shirts blanches du mouvement et de grandes jupes enveloppantes bariolées et coiffées de turbans blancs, elles chantaient et dansaient pour entretenir leur élan. Elles brandissaient leurs pancartes, confectionnées par elles, exigeant la paix lors de véritables sit-ins quotidiens au marché au

poisson de Monrovia, le long de l'itinéraire du cortège présidentiel lorsqu'elles le connaissaient. Elles ont mobilisé des fonds pour poursuivre les adversaires jusqu'à la table de négociations au Ghana et les ont enfermés dans une salle de conférence jusqu'à ce qu'un accord soit conclu. Leur histoire est aujourd'hui consignée dans le film, qui la fera connaître aux futures générations libériennes et aux femmes du monde entier. *Pray the Devil Back to Hell* a été projeté dans diverses zones de conflit de par le monde. Il chronique une histoire étonnante et encourageante mais pas plus théâtrale dans son avatar de fiction qu'elle ne l'était dans la réalité.

Leymah Gbowee, qui a par la suite obtenu son premier diplôme universitaire au Center for Justice and Peace-building de l'Eastern Mennonite University aux États-Unis, est aujourd'hui administratrice d'un centre pour la paix régionale au Ghana. Le film capture son aptitude naturelle au leadership dans des métrages d'actualités de 2003, notamment dans des extraits qui la montrent en train de remettre une pétition au président Taylor. Il recrée également un affrontement dramatique avec un agent de sécurité qui menaçait de l'arrêter pour entrave à la justice.

« Ces mots, entrave à la justice, dit-elle, ont été comme de l'huile sur le feu. Ça m'a fait exploser ! ». Si on voulait l'arrêter, raconte-t-elle, elle allait rendre les choses « très, très faciles »; et elle a commencé à se déshabiller, grave insulte pour les Libériens, pour faire honte aux hommes.

Le mouvement pour la paix et les vendeuses de marché de tout le pays ont généralement fait campagne, lors des élections nationales qui ont

porté Ellen Johnson Sirleaf à la présidence du pays en 2005, après que la paix eut été rétablie et que des forces des Nations Unies eurent été déployées. Mme Sirleaf, première femme élue présidente d'un pays africain, les a remerciés lors de son investiture au début 2006. Leymah Gbowee, parlant de ce jour triomphal dans *Pray the Devil Back to Hell*, jette un regard vers le passé et, avec son sens infallible des priorités, décrit le mouvement des femmes pour la paix comme « le gâteau, l'élection d'Ellen Johnson Sirleaf étant la cerise qui est venue le couronner ».

les peintres

Leslie Lumeh, artiste peintre libérien contraint à l'exil en Côte d'Ivoire durant la présidence de Charles Taylor, a décrit dans ses tableaux les troubles et la renaissance de son pays en une chronique rendant compte des traumatismes et des joies qu'a connues celui-ci. Il a peint les femmes qui dansent et chantent pour la paix. Il a également consigné sur la toile le retour des exilés qui, une fois la paix rétablie, rentrent chez eux prêts à rebâtir leur existence et retrouvent leurs maisons détruites et leurs villages dévastés. Aujourd'hui revenu à Monrovia, Leslie Lumeh s'efforce tant bien que mal d'assurer la survie d'une petite galerie d'art, baptisée « Art du cœur » et espère pouvoir enseigner la peinture dès qu'il aura trouvé un espace propice pour ce faire. Il vend certains de ses tableaux à des étrangers. Les Libériens sont, pour la plupart, trop pauvres pour s'acheter des œuvres d'art, et ceux qui en ont les moyens ne s'y intéressent guère. Mais il persévère, convaincu qu'un artiste a quelque chose à offrir à

une nation qui a besoin de panser ses blessures.

« Les artistes ne peuvent pas apporter de changements immédiats, mais ils peuvent émettre des suggestions pour l'avenir », a noté Leslie Lumeh lors d'une conversation dans sa galerie, ponctuée par des coupures d'électricité successives. Vous devez adopter résolument une attitude positive et la partager, de manière à donner confiance et espoir aux autres ». Les artistes, a-t-il précisé, doivent jouer un rôle dans la définition et l'élaboration de la société.

Son raisonnement est le suivant : « Si les gens n'attachent pas de valeur à la culture, ils n'attachent pas de valeur à la beauté. Et les gens qui n'attachent pas de valeur à la beauté n'attachent pas de valeur à la vie. Un manque d'intérêt pour les arts mène à un manque d'intérêt pour la culture, la beauté et la vie dans son ensemble, ce qui peut en fait aboutir à la destruction de la vie elle-même. Nous avons connu cela au Libéria. »

Au Timor-Leste, Maria Madeira, artiste spécialisée en peinture, techniques mixtes et collages de textiles, crée ce qu'elle appelle une biographie visuelle de son jeune pays, ancienne colonie portugaise passée sous le contrôle de l'Indonésie pendant un quart de siècle qui n'a accédé à la pleine indépendance qu'en 2002 après une révolte prolongée. Elle contribue par ses œuvres à remettre les Timorais en contact avec leur culture et aide la société à guérir de ses blessures. Maria Madeira passe une partie de l'année en Australie, où elle termine ses études en vue de l'obtention d'un doctorat en art à la Curtin University of Technology de Perth. Dans sa recherche de la justice et de la réconciliation en tant qu'artiste,



Leslie Lumeh *Dancing for Peace*
oil on canvas. 24 x 36 inches.
2008, Monrovia.

elle puise dans un passé mythique où, selon la légende, le crocodile est l'ancêtre de tous les Timorais. Dans son interprétation du mythe, elle présente sur toile des images de squelettes de crocodiles en combinant la peinture acrylique, l'impasto, le gesso, l'encre, les pastels, le crayon et le vernis-laque.

« Tout ce que nous faisons est relié à nos ancêtres, a-t-elle expliqué lors d'un entretien en buvant un café dans un hôtel portugais de Dili, la capitale. Nous croyons vraiment que nous vivons avec eux. Tant que les torts qui leur ont été faits ne seront pas réparés, le pays ne connaîtra pas la stabilité. Les morts ne dormiront pas tranquilles. » Elle a également évoqué les *uma lulik* - en langue tetum, les maisons sacrées des clans réservées au culte des morts - et tout ce que les Timorais doivent faire pour expier les morts ayant résulté des luttes intérieures entre eux dans les années 1970, bien plus encore que les morts causées par les Indonésiens en retraite et leurs partisans timorais en 1999. Mais sa production comprend également des constructions réalisées au moyen de textiles traditionnels, dit *tais*, de diverses ré-

gions, sur des thèmes renvoyant à la violence et aux tragédies qui ont marqué l'occupation indonésienne. L'une de ses œuvres les plus frappantes consiste d'une rangée de traces de rouge à lèvres sur un tissu, représentant un endroit à Dili où l'on dit que les femmes ont été contraintes de se tenir debout, face à un mur, pendant des viols collectifs commis par des soldats indonésiens.

En avril 2010, Maria Madeira a présenté une exposition dénommée « Parlons doucement », qui est un hommage à la force des femmes du Timor. Le titre de l'exposition provient d'une scène familière des réunions de clans ou de villages, où les femmes sont assises à l'arrière et ne parlent qu'en chuchotant, mais où leurs idées sont reprises par les hommes assis aux premiers rangs.

« Bien que nous soyons assises au fond, que nous cachions notre opinion et que nous ne puissions parfois pas exprimer confortablement nos idées, a-t-elle écrit à propos des femmes timoraises dans les notes rédigées pour son exposition, nous avons apporté des contributions immenses et substantielles au développement et à la reconstruction de notre petite nation. »

les artisanes

Haïti est connu pour ses arts, peinture, sculpture, objets folkloriques, perlage, broderie et bien d'autres encore. Les femmes qui jouent un rôle important dans les arts et l'artisanat haïtiens, ont été durement touchées par une série de catastrophes qui se sont abattues sur le pays depuis 2000, puis par le séisme de janvier 2010. Tandis qu'elles s'efforcent de se relever, de remettre leurs studios sur pied et de reprendre leur vie artistique, Fem-

mes en Démocratie, une organisation locale associée au mouvement Vital Voices aux États-Unis, leur apporte de l'aide. L'organisation s'est fixé une triple mission : encourager les femmes à entrer dans la vie politique et les y former, promouvoir le respect des droits de la personne et éduquer les femmes concernant l'aide juridique disponible, et appuyer le développement de l'entrepreneuriat chez les femmes à tous les niveaux de manière à assurer leur compétitivité sur le plan international. Dans le domaine des arts et de l'artisanat, ceci s'est traduit par une exposition annuelle de travaux de femmes en Haïti, qui attire quelque 10 000 acheteurs potentiels, ainsi que par la participation à des événements à l'étranger, certains aussi loin que New York.

Avant les quatre ouragans de 2008 et le séisme de 2010, Jacmel, sur la côte sud d'Haïti, était un centre actif de peinture et d'artisanat. Les femmes artistes du centre jouissaient d'une renommée internationale. Elles avaient vendu des sacs-pochettes en jute à la créatrice de mode Diane von Furstenberg, a précisé Rhodes Jules Garçon, directrice exécutive de Femmes en Démocratie. Jacmel est également connu pour ses broderies, ses produits d'aromathérapie et ses objets originaux et inventifs en papier mâché, les plus récents étant des vases et des bols recouverts de feuilles de tabac. Jacmel est à présent en état de crise.

Il n'est pas facile de faire face à la situation actuelle, a déclaré Rhodes Jules Garçon dans une interview réalisée dans son bureau. « Les propositions ont été rédigées, mais il n'y a pas assez d'argent pour soutenir les programmes », a-t-elle dit.

Au moins deux des artistes du groupe ont péri lors du séisme et les ateliers qui existaient aux environs de Port-au-Prince et dans les villes du sud ont été détruits. Cinq mois après la catastrophe, Femmes en Démocratie cherchait encore à se procurer des tentes pour y établir des ateliers temporaires pour les artisans.

Avec tant d'autres priorités dans un pays dévasté, l'art ne figure certes pas en tête de liste, mais les femmes d'Haïti qui commençaient à se faire une place par leur production au niveau international peuvent aujourd'hui, grâce à des programmes d'appui, relancer leurs produits artisanaux, retrouver des moyens d'existence pour leur famille et recouvrer le statut qu'elles avaient dans la société. Il y a trois ans, ayant constaté que la plupart des concepteurs étaient des hommes tandis que les femmes étaient limitées à l'exécution des travaux manuels, Femmes en Démocratie a commencé à dispenser aux femmes des formations à la conception artistique et artisanale pour leur permettre d'employer leur créativité.

les danseurs de break

Dans la ville de Gulu, capitale commerciale du nord de l'Ouganda, un grand nombre de jeunes hommes ont été engagés de force dans les rangs de l'Armée de résistance du Seigneur et de nombreuses filles ont été enlevées pour devenir des esclaves sexuelles et des domestiques des dirigeants et des troupes. À la fin des combats, en 2008, des familles entières avaient été décimées et parmi les jeunes qui avaient survécu, beaucoup souffraient de blessures physiques et de traumatismes psychologiques. Le Gulu Youth Center,

projet de la Straight Talk Foundation [Fondation franc-parler] de l'Ouganda, a uni ses forces à celles d'autres organisations pour répondre aux besoins des jeunes, en ayant recours aux icônes de leur monde culturel. C'est ainsi qu'en complément de ses travaux dans le domaine de la santé et de la prévention des maladies pour les adolescents de 10 à 19 ans et les jeunes adultes de 20 à 24 ans, le centre a inscrit à son programme d'activités le break dance et le hip-hop.

La Straight Talk Foundation est issue d'une publication qui, avec l'aide de l'UNICEF, traite franchement et ouvertement de sujets tels que le VIH/sida, la santé sexuelle, les comportements responsables et le respect des parents, des ami(e)s et des partenaires. La publication de type journal, intitulée *Straight Talk* (et sa version destinée aux lecteurs plus jeunes, *Young Talk*) dément divers mythes bizarres concernant la sexualité et les pratiques sexuelles qui circulent souvent parmi les adolescents et les jeunes adultes, lesquels n'ont parfois personne auprès de qui ils pourraient s'assurer de la véracité des histoires. Le journal encourage son lectorat à une large participation, qu'il obtient. « Est-il vrai, a demandé récemment un lecteur, qu'une fille perd sa virginité lorsqu'elle fait de la bicyclette ? » Un autre voulait savoir : « Est-il vrai que si l'on n'éprouve pas d'attirance pour le sexe opposé quand on grandit on est anormal et que la seule solution est de consulter un médecin ? » Un autre a également posé cette question sérieuse : « Si un garçon se sert d'un ballon de baudruche au lieu d'un préservatif, sa partenaire peut-elle tomber enceinte ? »

Le programme de break dance du Gulu Youth

Center a été lancé en coopération avec le Breakdance Project Uganda, une organisation non gouvernementale ayant son siège à Kampala, et son Hip Hop Therapy Project, qui bénéficient de l'aide américaine ainsi que de l'appui de mtvU, service de médias universitaires faisant partie des réseaux MTV. Le Breakdance Project Uganda a mis à disposition du Gulu Youth Center, qui est soutenu par l'UNFPA, certains de ses meilleurs danseurs pour apprendre cette forme de danse aux enfants et aux adolescents locaux. Le programme a eu un succès énorme auprès des jeunes dès son démarrage en 2009 et il exerce une grande attraction en faveur du centre.

« Nous faisons du break dance à titre thérapeutique tous les samedis, et les jeunes s'y lancent à corps perdu et oublient pour un temps leurs problèmes », dit Faith Lubanga, responsable du programme de relations extérieures de la Straight Talk Foundation. Les vedettes de Breakdance Uganda ont apporté avec leurs chorégraphies et leurs spectacles des messages de paix et de changement social positif, explique-t-elle. Cela renforce les autres messages qu'émet le centre par l'entremise d'activités sportives, de programmes pour les parents et d'émissions de radio, ainsi que les services intégrés de santé et les conseils dispensés aux jeunes à mesure de leur maturation sexuelle. « Il y a un gros travail de sensibilisation qui se fait, dit Faith Lubanga. Les garçons que nous voyons ici sont plus respectueux et plus attentionnés que ceux que j'ai vus dans mon adolescence. » Outre leur aspect ludique et distrayant, ces activités ont

pour effet d'instaurer progressivement une meilleure compréhension et une plus grande égalité entre les sexes.

petite musique de nuit au Darfour

Au Darfour, où depuis sept longues années règne une misère quotidienne implacable, la Mission conjointe des Nations Unies et de l'Union africaine pour le maintien de la paix a recours à la musique et à la littérature pour soutenir le moral tout en promouvant la culture soudanaise et une paix durable.

« Les arts peuvent jouer un rôle crucial, tout particulièrement à cette époque de l'histoire du Darfour », a déclaré Paul Ebikwo au Service des informations des Nations Unies à propos du nouveau programme « We Read for the Recovery of Darfur » [Nous lisons pour le relèvement du Darfour], qui a été mis en œuvre par une organisation de la société civile locale, la Afia Sudan Voluntary Organization.

Des festivals musicaux, le plus récent ayant été consacré à la musique folklorique soudanaise, sont organisés périodiquement. L'entrée est gratuite, à condition de faire don d'un livre, ont précisé les organisateurs. Ce qui fait que des milliers de livres ont été apportés par les spectateurs en guise de billets d'admission aux concerts. L'organisation Afia vise à recueillir un million de livres pour les redistribuer aux universités et aux bibliothèques publiques du Darfour.

Les concerts ont lieu en plein air, le public étant assis sur des sièges en plastique.